

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 6 au 12 mars 2025

Après une semaine de discussions, la CDU de Friedrich Merz et les sociaux-démocrates (SPD) ont trouvé un accord sur plusieurs sujets et rédigé un document commun définissant les grandes orientations de leur futur gouvernement. Parmi les décisions majeures, ils ont confirmé la création d'un fonds de 500 milliards d'euros pour les infrastructures et une augmentation importante des dépenses de défense, financée par une réforme du « frein à la dette ». D'autres mesures portent sur l'économie, l'énergie, l'immigration et les aides sociales. Sur le plan économique, Friedrich Merz a fixé un objectif de croissance de 1 à 2 % et s'est engagé à réduire les coûts de l'énergie. Pour cela, il prévoit la construction de centrales à gaz d'une capacité allant jusqu'à 20 GW d'ici 2030, dans la lignée des projets de la précédente coalition. Les deux partis veulent également baisser la taxe sur l'électricité au minimum autorisé en Europe et réduire de moitié les tarifs de transport de l'électricité. Enfin, ils ambitionnent de construire en Allemagne le premier réacteur à fusion nucléaire au monde.

Les dirigeants du groupe parlementaire des Verts recommande à ses propres députés de s'opposer à l'approbation du paquet financier qui a été proposé par les partis CDU/CSU et SPD afin de financer la modernisation des infrastructures et les capacités de défense de l'Allemagne. C'est ce qu'ont annoncé les présidentes Katharina Dröge et Britta Haßelmann : « Nous n'aiderons pas la CDU/CSU et le SPD à obtenir la majorité des deux tiers nécessaire ». Le vote du paquet financier aura lieu jeudi 13 mars dans la composition de l'ancien Bundestag. Une majorité des deux tiers est nécessaire pour obtenir la modification de la Loi fondamentale afin de changer le frein à l'endettement comme prévu par CDU/CSU et SPD. La CDU/CSU et le SPD ne disposent pas à eux seuls des deux tiers nécessaires pour modifier la Constitution et devraient donc compter soit sur les voix des Verts, soit celles des Libéraux. Des négociations sont toujours en cours à l'heure actuelle entre la CDU, le SPD et les Verts afin de parvenir à un accord.

Le parti de gauche BSW (Bündnis Sarah Wagenknecht), qui a manqué de peu son entrée au Bundestag avec un déficit de 13 400 voix, demande à la Cour constitutionnelle fédérale d'examiner le résultat des élections. Le BSW critique, d'une part, le manque de voix des Allemands de l'étranger qui ont parfois reçu leur matériel électoral trop tard. D'autre part, dans certains bureaux de vote, des votes auraient été attribués à un autre parti portant un nom similaire à celui du BSW. Les membres du BSW et les électeurs ont alors déposé des recours constitutionnels avec des demandes urgentes auprès de la Cour constitutionnelle fédérale. Ils veulent ainsi obtenir que les voix soient recomptées dans toute l'Allemagne et que le tribunal empêche que le résultat final officiel soit établi par la commission électorale fédérale (prévu pour vendredi) avant un nouveau décompte. Le parti agit ainsi contrairement aux dispositions légales. Pour faire examiner le résultat des élections, le parti aurait d'abord dû déposer un recours auprès du Bundestag, qui aurait examiné les points critiqués par le BSW

et pris la décision finale sur le recours. Ce n'est qu'alors que la deuxième étape aurait lieu, et les personnes concernées pourraient faire appel de la décision du Bundestag devant la Cour constitutionnelle fédérale. Cette dernière détermine définitivement si un recours était justifié et si l'élection était erronée.

En janvier, la production industrielle allemande a connu une hausse de 2 % par rapport au mois précédent. Ce rebond est notamment porté par l'industrie automobile (+6,4 %) et la réparation et l'installation de machines (+15,6 %). Cependant, sur un an, la production reste en baisse de 3,1 %, en raison des coûts élevés de l'énergie et de la faible demande mondiale. Les exportations ont reculé de 2,5 %, atteignant 129,2 milliards d'euros, alors que les analystes prévoient une stagnation. Les ventes vers les États-Unis, principal partenaire commercial de l'Allemagne, ont particulièrement souffert avec une baisse de 4,2 %, en partie due à la menace de nouvelles taxes douanières américaines. Pendant ce temps, les importations ont augmenté de 1,2 %, réduisant l'excédent commercial allemand à 16 milliards d'euros contre 20,7 milliards en décembre. Bien que la situation industrielle semble s'être stabilisée, les experts restent prudents sur un véritable redressement à court terme. Le plan d'investissement du futur gouvernement pourrait améliorer la situation à long terme, mais son impact immédiat reste limité.

Donald Trump envisagerait à nouveau de retirer une grande partie des troupes américaines stationnées en Allemagne, avec un possible redéploiement en Hongrie, selon le Telegraph britannique. Cela concernerait environ 35 000 soldats, ce qui reviendrait presque à un retrait total des forces américaines du pays. Cependant, cette menace semble peu réaliste, car les bases militaires américaines en Allemagne jouent un rôle stratégique essentiel. La base aérienne de Ramstein est la plus grande en dehors des États-Unis et constitue une plaque tournante logistique majeure pour les opérations militaires américaines à travers le monde. Elle abrite également des infrastructures cruciales pour l'OTAN, notamment la défense antimissile. De plus, la région de Kaiserslautern accueille un important hôpital militaire qui prend en charge les soldats déployés en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Même si Trump avait déjà évoqué un retrait partiel des troupes américaines lors de son premier mandat, ce projet n'avait jamais été concrétisé.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



La CDU/CSU et le SPD souhaitent discuter dès jeudi de la formation d'une coalition et parvenir à des résultats d'ici la fin de la semaine prochaine. La CDU/CSU et le SPD souhaitent négocier les grandes lignes d'un contrat de coalition dans 16 groupes de travail, a annoncé le secrétaire général de la CDU, Carsten Linnemann, à Berlin. Selon Linnemann, les 16 groupes de travail prévus doivent être coordonnés par un groupe de pilotage qui avait déjà mené les entretiens exploratoires. L'objectif est d'obtenir un contrat de coalition qui « se concentre vraiment sur les grands points », a déclaré Linnemann.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE



30 %

Le constructeur de voitures de sport et de tout-terrain Porsche a vu ses bénéfices s'effondrer l'année dernière. Le résultat du groupe a chuté de 30 % en raison des difficultés rencontrées par l'entreprise en Chine et des coûts élevés de renouvellement des séries de modèles. La veille, la maison mère Volkswagen avait déjà présenté ses chiffres. En 2024, Volkswagen a également réalisé un bénéfice net en baisse de près de 31 % par rapport à l'année précédente.